

Montpellier, le 17 octobre 2024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2024-10-DRCL-0520**

**mettant en demeure la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON dans le cadre de  
l'exploitation d'une plateforme de tri transit et pré-traitement de déchets non dangereux  
située sur la commune de Pignan**

**Le préfet de l'Hérault**

- VU** le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 513-1 et L. 514-5 ;
- VU** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, préfet de l'Hérault ;
- VU** les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation et notamment l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 99-I-0791 du 2 avril 1999 autorisant la société ACTISOL à exploiter une installation de compostage de boues et de déchets verts sur la commune de Pignan ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-I-1518 du 23 juillet 2007 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-I-1454 du 22 août 2014 relatif à l'établissement de garanties financières ;
- VU** le récépissé n°14-55 du 3 mars 2014 de mise à jour au bénéfice des droits acquis du classement des activités du site dans la nomenclature modifiée des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au bénéfice de la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON ;
- VU** la demande de bénéfice des droits acquis du classement des activités du site dans la nomenclature des ICPE, présentée par la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON le 19 septembre 2018 ;
- VU** la demande de modification des installations adressée par la société ONYX LANGUEDOC

ROUSSILLON par courrier en date du 9 novembre 2023 et le dossier complété en dernier lieu le 23 avril 2024 ;

- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 juillet 2024 concernant la visite sur site du 28 mai 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées concernant la visite sur site du 10 septembre 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé le 15 juillet 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 13 septembre 2024 formulant des observations sur le projet d'arrêté;

**CONSIDÉRANT** que la société ONYX LANGUEDOC-ROUSSILLON exploite une plateforme de tri transit et pré-traitement de déchets non dangereux localisée au lieu-dit La Plaine, route départementale n°5 à Pignan ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement est soumis au régime de l'enregistrement vis-à-vis de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au titre des rubriques 2714 et 2716 relatives respectivement aux installations de transit, regroupement, tri activités de traitement de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois et de compostage et autres déchets non dangereux non inertes ;

**CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 9-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé qui indique « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables [...] », il a été constaté lors des visites du 28 mai 2024 et du 10 septembre 2024 que les bâtiments ne sont pas dotés de système de détection incendie ;

**CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 11-IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé qui indique « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] », il a été constaté lors des visites du 28 mai 2024 et du 10 septembre 2024 que la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON ne dispose pas d'un justificatif de dimensionnement pour le bassin existant et que la zone destinée à la gestion des Déchets d'Éléments d'Ameublement n'est pas associée à une capacité de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie ou les liquides résultants d'un accident de transport. Elle est en connexion hydraulique avec le cours d'eau traversant le site ;

**CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 13-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé qui indique « [...] Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection. », il a été constaté lors des visites du 28 mai 2024 et du 10 septembre 2024 que le site ne dispose pas d'un portique de détection de la radioactivité ;

**CONSIDÉRANT** que, contrairement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé qui indique « [...] Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise [...] », il a été constaté lors des visites du 28 mai 2024 et du 10 septembre 2024 que l'ensemble des eaux de la zone de tri des Déchets d'Éléments d'Ameublement ne sont pas collectées ;

**CONSIDÉRANT** que, face aux manquements susmentionnés, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILON de respecter les dispositions susvisées ;

**CONSIDÉRANT** que l'observation de forme sur le projet d'arrêté préfectoral souhaitée par l'exploitant dans son courrier du 13 septembre 2024 a été prise en compte ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a justifié que les travaux de mise en conformité sont engagés pour partie ou sont prévu courant octobre 2024 ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1. Mise en demeure**

La société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (SIRET 433 885 241 00 151) dont le siège social est situé 765, rue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER est mise en demeure, pour sa plateforme de tri transit et pré-traitement de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Pignan, lieu-dit « La Plaine » route départementale 5, de respecter dans un délai de trois mois, les prescriptions susmentionnées de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 :

- article 9-I relatif au système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- article 11-IV relatif à la rétention des eaux ;
- l'article 13-I relatif au contrôle de leur radioactivité ;
- article 14 relatif à la collecte des effluents aqueux ;

pour rétablir le fonctionnement régulier de l'installation.

### **Article 2. Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3. Mesures de publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4. Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de

Pignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON.

Le préfet,



**François-Xavier LAUCH**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'affichage de la décision en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).